

ENTRE LES ANARCHISTES ET LES SOCIALISTES...

Umanità nova - 25 août 1920

Devant l'envahissement actuel du léninisme, la *Giustizia* reste fidèle aux vieilles conceptions socialistes-démocrates - la sociale-démocratie étant prise non pas dans le sens odieux qu'elle a pris après les louches trahisons de Noske et autres Scheidemann, mais dans le sens qu'elle avait avant la guerre. Et ce journal approuve volontiers les critiques que nous faisons contre la prétendue dictature du prolétariat mais il cherche aussi à les retourner contre nous, contre ce qu'il appellerait volontiers la croyance des anarchistes au miracle. Et il nous demande (voir le n° du 8 août): *«par quel miracle l'ordre communiste peut se faire non pas grâce à l'organisation progressive des travailleurs (comme il le pense) mais à travers l'action désordonnée et critique des foules désorganisées auxquelles les anarchistes font appel».*

Et il poursuit:

«Si on prend l'expression dictature du prolétariat dans son sens exact, c'est-à-dire si on entend par là le gouvernement despotique d'une minorité et non pas le gouvernement despotique de la classe ouvrière, autrement dit de l'immense majorité, nous ne sommes pas de ces socialistes de guerre qui s'imaginent que la dictature du prolétariat peut d'emblée mettre sur pied une société communiste ou du moins accélérer vraiment sa formation. Pour nous, il est évident que même armé des instruments odieux de la dictature, un gouvernement de socialistes ne peut rien faire de plus, en ce qui concerne l'organisation sociale que ce que les conditions économiques, intellectuelles et morales des masses permettent historiquement de faire. Tout effort qui veut dépasser cette limite est inévitablement voué à l'échec. Croire le contraire c'est comme si on croyait qu'un obstétricien peut accélérer le développement d'un fœtus avec les instruments chirurgicaux dont il dispose. Mais les anarchistes se font encore bien plus d'illusions que les socialistes de guerre. Parce que les anarchistes supposent que l'opération chirurgicale - l'insurrection - peut immédiatement mettre au monde leur propre ordre social, dès demain; alors que nous voyons tous que l'embryon, pour ainsi dire, de cet ordre n'existe même pas aujourd'hui dans le sein de la société capitaliste».

Nous discutons toujours volontiers avec la *Giustizia* parce que ce journal montre toujours qu'il se propose honnêtement d'arriver à la vérité et qu'il s'y efforce sincèrement. Mais il nous faut tout de même souligner l'incompréhension dont il fait obstinément preuve à notre égard.

C'est peut-être que nous ne savons pas nous faire comprendre. Mais il nous semble plutôt que cette incompréhension est due tout naturellement à la mentalité autoritaire, dictatoriale des socialistes: eux ne peuvent pas concevoir de vie sociale sans qu'il y en ait qui commandent et d'autres qui obéissent.

Les démocrates affirment le droit de la majorité, ou des groupes qui prétendent représenter les majorités, à faire la loi; les absolutistes s'arrogent, s'il leur arrive d'être les plus forts, le droit d'imposer leurs propres conceptions au reste de l'humanité, éventuellement par la violence et la terreur; les réformistes pensent qu'on peut arriver à réaliser le socialisme graduellement et pacifiquement; les révolutionnaires sont convaincus que la bourgeoisie ne se laissera pas tranquillement et poliment supprimer et qu'elle ne permettra pas à l'organisation des travailleurs de remettre sérieusement en cause ses privilèges, sans prendre elle-même l'initiative de la violence: ils veulent par l'insurrection abattre l'obstacle matériel - le gouvernement - qui s'oppose à ce que l'ordre capitaliste soit liquidé. Mais tous autant qu'ils sont, les socialistes sont au fond d'accord pour dire que la transformation de la société doit se faire d'en haut, au moyen de lois et de décrets imposés grâce à la force armée de l'État.

Ils disent - quand ils le disent - ce qu'ils feraient, comment ils imposeraient leur volonté, leur programme, et ils nous demandent candidement: *Et vous, comment imposerez-vous votre programme?*

Mais combien de fois nous faudra-t-il répéter que nous ne voulons rien imposer à personne; que nous ne croyons ni possible ni souhaitable de faire le bien des gens contre leur gré et que la seule chose que nous voulons, c'est que personne ne nous impose sa propre volonté, que personne ne puisse imposer aux autres une forme de vie sociale, si elle n'est pas librement acceptée?

Pour reprendre la comparaison obstétricale de la *Giustizia*, nous n'avons nullement l'illusion que nous pouvons, par une opération chirurgicale, mettre au monde un fœtus viable avant qu'il ne soit arrivé à maturité. Ce que nous voulons, c'est détruire les entraves qui empêchent le fœtus de se développer et qui tendent à l'étrangler à l'état embryonnaire.

C'est nous qui sommes en réalité les véritables évolutionnistes: nous voulons conquérir pour la société humaine la possibilité d'évoluer librement; nous voulons détruire cet organe de violence et d'exploitation qui étrangle toute libre manifestation de l'initiative individuelle et collective et qui détourne, violente et arrête l'évolution naturelle au profit de ceux qui ont réussi, au cours de l'Histoire, à s'emparer de la puissance et de la richesse sociale.

Nous sommes communistes parce que nous croyons que le communisme est la forme d'organisation sociale qui garantit le mieux la liberté individuelle et le bien-être collectif.

Mais nous pensons que le communisme imposé par la force serait la tyrannie la plus odieuse qu'on puisse imaginer et qu'elle conduirait au retour à l'individualisme bourgeois, par réaction de l'esprit de liberté.

Ce que nous voulons faire de force, c'est exproprier ceux qui détiennent les moyens de production et qui contraignent les déshérités à travailler pour eux et aussi, bien sûr, détruire le pouvoir gouvernemental: sans cela, l'expropriation ne serait pas possible, pas plus que la réorganisation de la société qui la suivrait, à l'avantage de tous et selon les volontés variées et variables des intéressés.

Une fois le gouvernement abattu et les moyens de production conquis pour tous les travailleurs, et une fois qu'on aura rendu impossible qu'un nouveau gouvernement ne vienne imposer ses propres lois et créer une nouvelle classe de privilégiés, la révolution se développera selon les lignes qui lui seront tracées par les nécessités d'ordre pratique et que la libre expérimentation modifiera petit à petit. Cependant que la révolution apportera immédiatement ce qu'elle pourra apporter, c'est-à-dire ce que les masses seront capables de faire, dans le cadre du plus large fédéralisme géographique et de fonctions - et les masses ne sont pas seulement pour moi les travailleurs manuels; j'y inclus les propagandistes, les intellectuels, les techniciens, etc...

Certes, les organisations et les conquêtes sociales chères à la *Giustizia* apporteront elles aussi une précieuse contribution à la réalisation et au développement de la révolution. Mais alors, *«pourquoi les combattez-vous avec un tel acharnement?»* nous demande la *Giustizia*.

Comme d'habitude, la *Giustizia* nous comprend mal.

Nous combattons les institutions socialistes quand il nous semble qu'elles dégèrent et qu'elles cessent d'être réellement socialistes; quand au lieu de chercher à élever les masses, elles cherchent à les discipliner et à les préparer à subir une nouvelle tyrannie.

Nous combattons le parti socialiste quand il exige que ses membres suivent aveuglément les consignes des *«chefs»*, au nom de la discipline, et qu'ils soient maximalistes aujourd'hui, réformistes demain, pour redevenir maximalistes les jours suivants, selon les consignes de la majorité occasionnelle à un congrès et selon l'interprétation, fidèle ou non, que la direction du parti donne aux décisions des différents Congrès.

Nous combattons les Chambres du Travail et les organisations ouvrières quand elles deviennent des organes de conservation et de collaboration avec la bourgeoisie.

Nous combattons les coopératives quand elles deviennent des repaires d'arrivistes qui remplacent par leur propre exploitation celle qu'exercent les commerçants privés.

Mais quand le parti socialiste reste sur le terrain révolutionnaire, quand les organisations ouvrières restent des organes de lutte contre le patronat, quand les coopératives restent des tentatives de gestion directe par les travailleurs à l'avantage de la collectivité, en somme quand les institutions socialistes restent réellement socialistes, toute notre sympathie et toute notre coopération leur sont acquises.

Et cela parce que pour l'instant, nous ne pourrions pas, par nos seules forces, commencer et faire triompher la révolution. Et aussi parce que nous sommes convaincus que le socialisme, s'il est vraiment du socialisme, se confondra nécessairement avec l'anarchisme.

Errico MALATESTA.
